

Economie Gabon +

Le Mensuel des dirigeants et leaders d'opinion

Notre ambition : être un opérateur Responsable, Durable, Rentable et reconnu pour ses Résultats.



MENSUEL GRATUIT, NE PEUT ÊTRE VENDU

L'ESSENTIEL

VIE ÉCONOMIQUE

TotalEnergies
3^{ème} ÉDITION DU CHALLENGE
STARTUPPER



QUELQUES ASPECTS DE LA MISSION ET
DES ACTIONS SOCIÉTALES DE BOLLORE
TRANSPORT & LOGISTICS GABON

Lire p.8-9



LA ZONE SPÉCIALE DÉVOILE
SES ATOUTS

Lire p.13

ÉCONOMIE VERTE

COP26
IN PARTNERSHIP WITH ITALY

LES LAMPIONS S'ETEIGNENT SUR LA COP
26... LA PROBLÉMATIQUE DE LA
CROISSANCE VERTE ET DE SON
FINANCEMENT RESTE-ELLE ENTIÈRE ?

Lire p.19



LE GABON FACE A LA NÉCESSAIRE DIVERSIFICATION DE SON
ÉCONOMIE

Lire p.14

COMMENT TRANSFORMER LE POTENTIEL EN RÉALISATIONS
CONCRÈTES EN AFRIQUE?

Lire p.15-16

LE POINT DE VUE DE LA BANQUE MONDIALE

Lire p.17

QUI A EU CETTE IDÉE FOLLE D'INVENTER L'ÉCOLE,
CHARLEMAGNE OU GOOGLE?

Lire p.18

PROCHAIN NUMÉRO :

BANQUES - ASSURANCES - GRANDE DISTRIBUTION

N°97
DECEMBRE
JANVIER
2022



PRODUIT PAR
BETACO
INDUSTRIE ET COMMERCE

GLASS, DERRIÈRE PIZZA HUT
B.P 8074 LIBREVILLE, GABON
(+241) 077 33 33 44
(+241) 062 25 85 85
BETACO.GABON@HOTMAIL.COM

[f](#) [i](#) maxichococream

STARTUPPER TotalEnergies DE L'ANNÉE : LA CONFÉRENCE DE PRESSE DE LANCEMENT

Par Rayanne Marc ISAAC



C'est dans le cadre de l'Immeuble- siège à Libreville que le **Top Management de TotalEnergies Gabon** a reçu les médias et autres personnalités de marque, pour la conférence de presse de lancement de la **3 me édition du Challenge Startupper**.

En présence de **Monsieur TAMALGO**, nouveau Représentant du **Groupe Eramet Gabon**, pleinement investi dans une démarche permanente et pérenne de RSE, ainsi que du 1er lauréat, **Monsieur Edouard Claude OSSOU**, le **Top Management TotalEnergies Gabon**, a placé cette 3 me édition, sous le signe d'un dynamisme décuplé, face au nouvel écosystème économique, géopolitique et géostratégique que le monde affronte. Ce nouvel écosystème ne commande-t-il pas de questionner plus que par le passé, les problématiques nouvelles qui en sont issues, afin de leur opposer des préconisations, réponses et solutions à la hauteur des nouveaux enjeux en présence.

En prolongement de ce qui précède, comment ne pas relever pour s'en réjouir que **Challenge Startupper** s'inscrit dans un ancrage historique solide dont l'un des objectifs et non des moindres est in fine, de contribuer au développement économique et social du continent, en accompagnant la jeunesse et les jeunes entrepreneurs dans leur démarche d'approbation des objectifs du développement durable.

Au regard des résultats mitigés pour ne pas dire plus, de la **Cop 26**, cette démarche, pour l'Afrique s'avère d'une acuité encore plus prononcée que par le passé.

Les conditions et modalités d'éligibilité ont été déclinées par le **Top Management de TotalEnergies GABON** dans le cadre du triptyque meilleur projet de création d'entreprise, meilleure **startup** de moins de 3 ans, Grande gagnante meilleure entrepreneuse. **Apothéose, 23 décembre 2021**

A vos marques, Prêts et c'est parti depuis le 4 novembre 2021



SOMMAIRE N°96

VIE ÉCONOMIQUE

4 - 13

STARTUPPER TOTALENERGIES DE L'ANNÉE : LA CONFÉRENCE DE PRESSE DE LANCEMENT p.2

COMMUNIQUÉS DE PRESSE ARISE p.4 - 5

COMMUNIQUÉ DE PRESSE SAG / BDEAC p.6

ÉRIC LOUVEAU, NOUVEAU DIRECTEUR GÉNÉRAL D'AIR FRANCE-KLM POUR LA RÉGION AFRIQUE CENTRALE p.7

QUELQUES ASPECTS DE LA MISSION ET DES ACTIONS SOCIÉTALES DE BOLLORÉ TRANSPORT & LOGISTICS GABON p.8 - 9

OCTOBRE ROSE A PORT GENTIL : TOTALENERGIES ET ASSALA AU RENDEZ- VOUS ! p.11

LA ZONE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE DÉVOILE SES ATOUTS p.13

DOSSIERS

14 - 18

LE GABON FACE À LA NÉCESSAIRE DIVERSIFICATION DE SON ÉCONOMIE p.14

COMMENT TRANSFORMER LE POTENTIEL EN RÉALISATIONS CONCRÈTES EN AFRIQUE ? p.15 - 16

VADE MECUM ÉCONOMIE GABONAISE p.16



LE POINT DE VUE DE LA BANQUE MONDIALE p.17

INCERTITUDES GÉOPOLITIQUES ET FRAGILITÉ DE LA RÉPRISE ÉCONOMIQUE p.18

ÉCONOMIE VERTE

p.19

LES LAMPIONS S'ÉTEIGNENT SUR LA COP 26... CROISSANCE VERTE ET FINANCEMENT : LES PROBLÉMATIQUES RESTENT-ELLES ENTIERES ? p.19



ÉDUCATION

p.20

QUI A EU CETTE IDÉE FOLLE D'INVENTER L'ÉCOLE, CHARLEMAGNE OU GOOGLE ? p.20

SANTÉ

p.21

LE CANCER DU SEIN p.21

Directeur de la publication
Philippe CHANDEZON
pchandezon@gmail.com
Cel. : +241 (0) 65 31 70 00

Directeur délégué
Rayanne Marc ISAAC
rayannemisaac@yahoo.com
Cel. : +241 65 30 18 80

Secrétaire de Rédaction p.i
Joanelle Cynthia MBITY
+241 74 78 09 72

Secrétaire de Direction
Salomé Camille N'KOLLO NGONO
241 (0) 11 44 11 62

Responsable distribution Port-Gentil
Louis-Georges AGONDJO
Tél. : +241 77 46 77 93 - 066 31 42 31
comtocomgabon@gmail.com

Publicité & marketing :
241 (0) 11 44 11 62
servicecommercial@economie-gabon.ga

Directeur artistique & infographie
Eudes Crepin MOULOMBA

Informations légales
MEDIAGAB Société éditrice de :
Economie Gabon+
RCM N°RG LBV 2019B22899
Numéro statistique : 47809 P
Récépissé de déclaration de constitution d'un
organe de presse N°0165/MCPEN/SG/DCOM du
3 juin 2010

Régie publicitaire :
MEDIAGAB
Tél. : +241 (0) 11 44 11 62

Siège social
1266 Bd de la Nation Bord de mer - Libreville
Immeuble BICP, BP 4562 Libreville-Gabon
Tél. +241 (0) 11 44 11 62

Site Internet : www.economie-gabon.ga
Facebook : facebook.com/economiegabon.plus
Twitter : twitter.com/EconomieGabon
LinkedIn : linkedin.com/in/economiegabonplus
Email : economiegabonplus@gmail.com



Édito

LA REPRISE EST LA !

Par Rayanne Marc ISAAC

À l'instar des autres économies africaines, et spécialement celles des pays de la Zone CEMAC ou de la CEEAC, l'économie gabonaise a été confrontée aux affres du ralentissement économique mondial, causé par la pandémie du Covid 19, avec son cortège de démobilités, de tensions inflationnistes, de restructurations des approvisionnements, etc...

L'on a pu noter une contraction de près de 3% de son produit intérieur brut, conséquence d'une production de pétrole à tendance baissière, concomitante avec une chute des prix du pétrole sur le marché international.

Le secteur non pétrolier n'a pas été épargné, son ralentissement s'avérant être la conséquence de certaines mesures administratives et institutionnelles, prises dans le but bien compréhensible de freiner la propagation de la pandémie.

La conséquence logique de cet état de choses, a été la baisse sensible des recettes publiques, alors même que la pandémie, du fait de son caractère brusque, inconnu et méconnu jusqu'à lors, aura entraîné des dépenses supplémentaires non prévues.

Le déficit budgétaire du PIB qui en a résulté, est donc, somme toute logique, de la même façon que l'aggravation relativement importante du déficit des comptes courants l'est également.

Cela étant dit, et toutes proportions gardées, l'économie gabonaise connaît un regain de vitalité au cours de cette année 2021. Les premières indications macroéconomiques, recueillies à bonnes sources, démontrent un rebondissement au-delà du raisonnable, avec un taux de croissance supérieur à 3%, et une inflation en recul, et située autour de 2,8%.

Reste la problématique de la mobilisation des recettes non pétrolières d'une part, et la maîtrise des dépenses de l'Etat d'autre part. En effet, la mise en application effective des mesures de réduction du train de vie de l'Etat, décidées par les plus Hautes Autorités, devrait impacter de façon extrêmement positive et déterminante, sur la croissance et la reprise économiques.

A ce propos, les trop nombreuses journées de grèves, observées ici et là, et notamment dans les Régies Financières, sont assurément un problème qu'il est urgent de régler, si le Gabon veut s'armer durablement à la reprise économique mon-



diale, qui est une réalité aujourd'hui. Il conviendrait d'y mettre bon ordre, et de manière apaisée, négociée, concertée.

En outre, soulignons, pour nous en réjouir, que les efforts faits par les Pouvoirs Publics pour endiguer la pandémie, et notamment, ceux en rapport avec une vaccination élargie et soutenue, permettent des projections tout à fait optimistes.

En effet, ces efforts autorisent des perspectives économiques positives, même si la pandémie venait à se poursuivre au-delà du quatrième trimestre 2021, et ce malgré la grande inconnue des prix des matières premières sur le cours mondial.

Au surplus, toutes les institutions financières spécialisées, constituant les voies les plus autorisées, soutiennent que le Gabon, comme les autres pays de la Zone CEMAC, va connaître une phase de reprise économique certes modérée, mais réelle.

La tendance haussière est donc certaine, et autorise des lendemains meilleurs, nombres de réformes économiques, financières et institutionnelles, ayant été engagées, parfois au forceps, avec la survenue de la pandémie du Covid 19. Les programmes de deuxième génération, avec le FMI, ont permis la signature d'accords de financements, dans le cadre de la Facilité élargie de crédit, ou même le Mécanisme élargi de crédit.

Enormes et opportunes bouffées d'oxygène !!!

Les perspectives macroéconomiques sont par conséquent encourageantes. Elles laissent augurer des améliorations sensibles dans la qualité de la vie sociale, et celle de la vie de l'entreprise, dans laquelle la FLEXIBILITÉ est devenue le maître mot.



Joanelle Cynthia MBITY
Secrétaire de Rédaction p.i



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

La Zone industrielle du Gabon (GSEZ) gérée par ARISE IIP, première zone industrielle certifiée neutre en carbone en Afrique



Lundi 27 septembre 2021 – Libreville. **ARISE IIP, développeur et opérateur panafricain de parcs industriels de classe mondiale, est heureux d'annoncer l'obtention de la certification ISO 14064-1 en neutralité carbone pour la Zone économique Spéciale du Gabon (GSEZ). Cette certification fournit une évaluation transparente par un tiers de la compensation et de l'empreinte carbone de la GSEZ.**

ARISE IIP est un développeur et un opérateur panafricain de parcs industriels, engagé à faire prospérer l'Afrique, à développer son secteur industriel et à y créer des emplois. Le groupe est fortement impliqué dans le développement industriel du continent sans pour autant sacrifier le combat mondial contre les changements climatiques. Au cours des dernières années, ARISE IIP a élaboré une stratégie en matière de climat et biodiversité pour réduire son empreinte environnementale, investir dans des solutions à faible émission carbone et monétiser les services et les actifs environnementaux.

Outre les efforts déployés en vue de mesurer et de gérer les émissions de gaz à effet de serre (GES), la GSEZ concentrera ses efforts sur l'augmentation de l'utilisation du bois (qui est passée de 40 % à plus de 70 % et devrait atteindre 90 % d'ici la fin 2022) et des sources d'énergie renouvelables pour alimenter GSEZ en électricité décarbonée. Des solutions pour un transport faible en carbone sont également en cours d'évaluation.

Aera a été mandaté pour coordonner cette mesure des GES et améliorer le système de collecte de données. SGS, leader suisse de la certification, sera chargé de l'audit carbone.

L'inventaire des émissions de GES inclus dans l'évaluation de l'empreinte carbone est basé sur les champs d'application obligatoires de la méthodologie du protocole de neutralité carbone (Carbon Neutral Protocol) pour l'espace/les bâtiments/les espaces de bureaux/le type de lieu. Il montre que les émissions directes et indirectes englobant les champs d'application 1, 2 et 3 s'élèvent à 50 037 tonnes métriques d'équivalent CO2. Le bilan des émissions de la zone GSEZ en 2019 a été compensé par le retrait volontaire des réductions d'émissions certifiées de quatre projets supportés.



Gagan Gupta, cofondateur et PDG d'ARISE IIP

« GSEZ met en œuvre les meilleures pratiques et respecte les normes internationales les plus strictes pour atteindre son objectif d'industrialisation neutre en carbone. Cela fournit un cadre reproductible pour toutes les zones industrielles gérées par ARISE IIP et conduira à une transformation systémique et propre dans toute l'Afrique. »



Samaila Zubairu, PDG d'Africa Finance Corporation

« La certification de GSEZ d'Arise IIP montre comment les entreprises peuvent agir en faveur du climat et constitue un exemple pour le secteur privé dans le monde entier. Grâce à une stratégie de décarbonisation sur mesure et à des investissements dans des technologies à faible émission de carbone, GSEZ montre qu'il est possible de créer des industries à faible émission de carbone. »



Pr Lee White, Ministre des Eaux et Forêts, de la Mer et de l'Environnement du Gabon

« Le Gabon a récemment adopté une loi sur le climat afin de garantir que notre pays conserve son positionnement positif en matière de carbone jusqu'en 2050 et au-delà. Nous sommes donc fiers d'avoir sur notre territoire la première zone industrielle en Afrique certifiée neutre en carbone par SGS. Cette réalisation s'aligne sur l'engagement de notre gouvernement à introduire des mécanismes structurés pour mesurer et freiner les émissions aux niveaux national et sectoriel. »



Igor Simard, Directeur ARISE IIP Gabon

« GSEZ est un acteur majeur du développement économique du Gabon depuis plus de dix ans. L'une des conditions essentielles de notre succès est la durabilité. Préserver l'environnement pour les générations futures fait partie de cette stratégie et l'obtention de cette certification témoigne de notre engagement. »

À propos de ARISE IIP

ARISE Integrated Industrial Platforms (ARISE IIP) est un développeur et un opérateur panafricain de parcs industriels de classe mondiale, engagé dans la transformation économique du continent. Nous identifions des opportunités dans les chaînes de valeur commerciales et industrielles à travers l'Afrique, nous concevons, finançons, construisons et opérons les infrastructures nécessaires, en jouant un rôle de catalyseur tout en soutenant les pays dans leur transition vers une économie industrielle. Nous sommes animés par la poursuite d'une croissance verte. Notre ambition est de libérer le potentiel industriel du continent tout en neutralisant nos émissions de carbone et notre impact sur le climat. ARISE IIP est actuellement présent au Bénin (GDIZ), au Togo (PIA) et au Gabon (GSEZ). La GSEZ a été classée meilleure zone économique spéciale du monde dans le secteur du bois (classement 2020 du FDI).

A propos de GSEZ :

Gabon Special Economic Zone (GSEZ) est un Partenariat Public-Privé entre la République Gabonaise et ARISE IIP. La Zone Economique Spéciale de Nkok est une zone industrielle dynamique qui s'étend sur 1 126 ha avec 144 entreprises de 19 pays, opérant dans 22 secteurs industriels différents. GSEZ s'est établie comme une référence dans l'industrialisation gabonaise notamment dans l'industrie du bois en faisant passer le Gabon d'un exportateur de grumes au premier exportateur Africain et second mondial de feuilles de placage. GSEZ a été élue meilleure Zone Economique dans le domaine de la production du bois en 2020 dans le classement FDI Intelligence du Financial Times.

Statement PE.VER.0381

Carbon Neutrality and Greenhouse Gas Verification Statement

The inventory of Greenhouse Gas emissions in 01/01/2019 – 31/12/2019 of

Nkok Special Economic Zone

Gabon Special Economic Zone SA (GSEZ), Galerie Tsika, Libreville, BP 1024, GABON.



has been verified in accordance with ISO 14064-3:2006 as meeting the requirements of

ISO 14064-1:2006

For the following activities:

"Nkok Special Economic Zone"

Disclosing emissions of **50,037 metric tonnes of CO₂ equivalent (Scope 1, 2 & 3)**

Carbon Neutral through the purchasing and retirement of **50,037 carbon credits**, being these 13,775 Certified Emission Reductions (CERs) of the CDM Registry of United Nations, and 36,262 Verified Carbon Units (VCUs) VERRA.

Lead GHG Verifier: Ursula Antunez de Mayolo Corzo
Technical Reviewer: Pamela Castillo Rubiños

Authorized by

URSULA ANTUNEZ DE MAYOLO CORZO

Ursula Antunez de Mayolo Corzo
SGS del Perú S.A.C.
Av. Elmer Faucett 3348, Callao 1 – Perú
www.sgs.com

Verification Statement Date: 23rd September, 2021



This document is issued by the Company subject to its General Conditions of Certification Services accessible at www.sgs.com and conditions from which it is drawn to the limitations of liability, indemnification and jurisdictional issues as detailed therein. Any unauthorized alteration, forgery or falsification of the content or representation of this document is unlawful and offenders may be prosecuted to the fullest extent of the law.

This Statement is not valid without the full Greenhouse Gas Assertion and the verification scope, objectives, criteria and findings available on pages 2 to 3 of this Statement.

Page 1 of 3

Statement PE.VER.0381

Brief Description of Verification Process

SGS has been contracted by Gabon Special Economic Zone SA (GSEZ) for the verification of direct and indirect carbon dioxide equivalent (CO₂e) emissions as provided by GSEZ, in their GHG Assertion in the form of a Greenhouse Gas Emissions Report covering CO₂e emissions from Nkok SEZ.

Roles and responsibilities

GSEZ is responsible for the organization's GHG information system, the development and maintenance of records and reporting procedures in accordance with that system, including the calculation and determination of GHG emissions information and the reported GHG emissions. It is SGS' responsibility to express an independent GHG verification opinion on the emissions as provided in GSEZ' GHG Assertion for 2019. SGS conducted a third-party verification following the requirements of ISO 14064-3:2006 of the provided GHG assertion for 2019. The verification was based on the verification scope, objectives and criteria as agreed between GSEZ and SGS on 01/06/2021, with internal number PE.VER.0381. The assessment included a Virtual audit for the operations and verification of data and records.



Scope

GSEZ has commissioned an independent verification by SGS of reported CO₂e emissions arising from their operations, to establish conformance with the requirements of ISO 14064-1 within the scope of the verification as outlined below. Data and information supporting the CO₂ equivalent assertion were historical in nature and projected; and proven by evidence. This engagement covers verification of emissions from anthropogenic sources of GHG included within the organization's boundary and meets the requirements of ISO 14064-1.

- Organizational boundary: Established following the Operational Control approach.
- Description of activities: "Nkok Special Economic Zone"
- Location of the activities: Gabon.
- Physical infrastructure, activities, technologies & processes: Nkok Special Economic Zone located at 27 km from Libreville. This zone covers a surface of 1,126 ha hosting industries, commercial and residential zones. This includes all activities in the area that are controlled by GSEZ entity. As management entity, GSEZ SA is in charge of: Land preparation, Infrastructure (Sewage, water, electricity), O&M of utilities and facilities in the SEZ (access control, security, green and common area maintenance development), Common facility development, Log Supply chain (GSEZ is in charge of sourcing logs from various forest harvesting companies in Gabon, arrange logistics for bringing the logs to SEZ, storing it temporarily at log yard and then finally supplying it to units in the SEZ).
- GHG sources included (based on the Carbon Neutral Protocol standard issue in January 2021, for Building / Office Space / Venue type):
 - Scope 1 - stationary combustion and fugitive emissions.
 - Scope 2 - purchased electricity.
 - Scope 3 - transmission and distribution losses of electricity, upstream emissions of fuels and waste generation.
- GHGs included: CO₂, N₂O, CH₄ and HFCs, PFCs, SF₆ or NF₃. Separately biomass.
- GHG information for the following period was verified: Year 2019 (01/01/2019 – 31/12/2019).
- Global Warming Potentials (GWPs): IPCC AR4, 2007.
- Intended user of the verification statement: Internal and General Public.
- Tool used: Online GCI tool <https://globalclimateinlives.com/en/home-2/>.



This document is issued by the Company subject to its General Conditions of Certification Services accessible at www.sgs.com and conditions from which it is drawn to the limitations of liability, indemnification and jurisdictional issues as detailed therein. Any unauthorized alteration, forgery or falsification of the content or representation of this document is unlawful and offenders may be prosecuted to the fullest extent of the law.

This Statement is not valid without the full Greenhouse Gas Assertion and the verification scope, objectives, criteria and findings available on pages 2 to 3 of this Statement.

Page 2 of 3

Statement PE.VER.0381

Objective

The purposes of this verification exercise are, by review of objective evidence, to independently review:

- Whether the CO₂ equivalent emissions are as declared by the organization's GHG assertion
- That the data reported are accurate, complete, consistent, transparent and free of material error or omission.

Criteria

Criteria against which the verification assessment is undertaken are the requirements of ISO 14064-1. The Carbon Neutral Protocol standard issue in January 2021, for Building / Office Space / Venue type.

Level of Assurance

The level of assurance agreed is reasonable.

Materiality

The materiality required of the verification was considered by SGS to be below 5% for reasonable level of assurance, based on the needs of the intended user of the GHG Assertion.

Conclusion

GSEZ provided their GHG assertion for Nkok SEZ based on the requirements of ISO 14064-1. The GHG emissions for 2019 disclosed of **50,037 metric tonnes of CO₂ equivalent (Scope 1, 2 and Scope 3)** were verified by SGS to a reasonable level of assurance, consistent with the agreed verification scope, objectives and criteria. Separately, GSEZ disclosed **96,478 tonnes of CO₂ due to biomass combustion**.

SGS confirms that Nkok SEZ has achieved the **Carbon Neutrality** for their 2019 carbon footprint, providing the evidence of the purchasing and retirement of **50,037 carbon credits**, being these 13,775 Certified Emission Reductions (CERs) of the CDM Registry of United Nations of the 9th of September 2021, and 36,262 Verified Carbon Units (VCUs) VERRA the 10th of September 2021, as follows:

- 13,775 CERs of Project 1904: Avoidance of methane emissions from Municipal Solid Waste and Food Waste through Composting in India
- 11,345 VCUs of Jintu hydropower station, China
- 23,138 VCUs of Wutuhe Erji hydro power in Guizhou Province, China
- 1,779 VCUs of Kargilik 24 MW Hydropower Plant, Turkey

SGS' approach is risk-based, drawing on an understanding of the risks associated with modeling GHG emission information and the controls in place to mitigate these risks. Our examination included assessment, on a sample basis, of evidence relevant to the emissions reporting.

SGS concludes with a reasonable level of assurance that the presented CO₂e assertion is materially correct and is a fair representation of the CO₂e data and information and is prepared following the requirements of ISO 14064-1. We planned and performed our work to obtain the information, explanations and evidence that was considered necessary to provide a reasonable level of assurance that the CO₂e emissions for 2019 are fairly stated.

This statement shall be interpreted with the CO₂e assertion of GSEZ as a whole.

Note: This Statement is issued, on behalf of Client, by SGS del Perú S.A.C., Av. Elmer Faucett 3348, Callao, Perú ("SGS") under its General Conditions for GHG Validation and Verification Services. The findings recorded herein are based upon an audit performed by SGS. A full copy of this statement and the supporting GHG Assertion may be requested to the client. This Statement does not relieve Client from compliance with any bylaws, federal, national or regional acts and regulations or with any guidelines issued pursuant to such regulations. Stipulations to the contrary are not binding on SGS and SGS shall have no responsibility vis-à-vis parties other than its Client.



This document is issued by the Company subject to its General Conditions of Certification Services accessible at www.sgs.com and conditions from which it is drawn to the limitations of liability, indemnification and jurisdictional issues as detailed therein. Any unauthorized alteration, forgery or falsification of the content or representation of this document is unlawful and offenders may be prosecuted to the fullest extent of the law.

This Statement is not valid without the full Greenhouse Gas Assertion and the verification scope, objectives, criteria and findings available on pages 2 to 3 of this Statement.

Page 3 of 3



ARISE IIP Site Web : www.ariseiip.com
GSEZ Site Web : www.gsez.com
Contact presse : media@arisenet.com

Anissa Violas

Responsable de la communication

anissa.violas@arisenet.com





COMMUNIQUÉ DE PRESSE



Libreville, 16 novembre 2021. La Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) et la Société autoroutière du Gabon (SAG) ont signé, un accord de prêt de 65 milliards de francs CFA pour le financement du projet de construction du projet routier, la Transgabonaise.

La signature de cet accord de prêt a été actée par le président de la Banque de la BDEAC, Fortunato-Ofa Mbo Nchama et le directeur général de la Société autoroutière du Gabon (SAG), Selim Bejaoui.

Selon les sources proches du dossier, ce nouveau financement s'ajoute aux 40 milliards de francs CFA, précédemment octroyés par la Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Gabon (Bicig) à la Société autoroutière du Gabon.

Cet accord de prêt traduit l'engagement de la Banque de développement des États de l'Afrique centrale (BDEAC) à accompagner le développement en matière d'infrastructures.

Prenant la parole après l'échange des parapheurs, le président de la BDEAC, Fortunato-Ofa Mbo Nchama est revenu sur les termes et les enjeux de ce partenariat avec le Groupe Arise. «Le partenariat entre la BDEAC et le Groupe Arise existe depuis plusieurs années. Notre apport en faveur du Groupe s'élève déjà à quelques 80 milliards de francs CFA. Avec le présent prêt, nous atteindrons un montant total de 145 milliards de francs CFA.

A la lumière de ceci, nous pouvons

dire clairement que le Groupe Arise est le partenaire privé par excellence de la BDEAC», a-t-il affirmé.

Avant de souligner que, «Si notre soutien à votre Groupe a été aussi constant et intense, c'est parce que vous avez mérité notre confiance. C'est aussi parce que les projets que vous nous soumettez ont pour objet de participer au développement économique du Gabon. En participant à son financement, la BDEAC assume pleinement son rôle de partenaire de référence pour l'intégration sous-régionale».

Quant à Selim Bejaoui, il est, dans un premier temps revenu sur les fondamentaux du partenariat entre l'Etat gabonais avec la SAG. « La Société autoroutière du Gabon agit depuis 2020, aux côtés de l'Etat Gabonais dans le cadre d'un partenariat public-privé, aux fins de développer le projet stratégique et porteur d'espoirs qu'est la route économique dite Transgabonaise. Un projet qui relie Libreville à Franceville et s'inscrit dans les ambitions du Plan d'accélération de la transformation (PAT), initié par les plus hautes autorités de l'Etat.».

Pour répondre à ces objectifs, la SAG a su compter sur un premier partenaire financier gabonais qui est la Banque internationale pour le commerce et l'industrie du Gabon, (BICIG), qui a marqué son intérêt par un prêt signé en 2020. En sus de l'appui financier permanent des actionnaires de la SAG, que sont Arise et Meridiam, il s'agissait dès lors de trouver un nouvel acteur pour compléter les



ressources déjà mobilisées, a souligné Selim Bejaoui.

En outre, ce projet national aux résonances régionales a enregistré le soutien de la BDEAC, dont le Conseil d'Administration a donné un avis favorable pour participer au financement de la période de son développement pour un montant de 65 milliards FCFA.

D'où ses remerciements au président de la BDEAC, ainsi qu'à l'ensemble de ses collaborateurs, qui ont su montrer une écoute, une proactivité et une confiance permanente du premier jour de la mission d'évaluation à ce jour de signature de l'accord de prêt.

Il convient également de noter que malgré les nombreux obstacles causés par la pandémie mondiale depuis plus d'un an et demi, la phase concrète du

partenariat a pris une tournure décisive avec le démarrage des travaux de réaménagement entre Nkok au Pk 24 et Nsilé au Pk105, sous l'accélération progressive du constructeur.

« Nous mesurons les enjeux, ainsi que la charge qui nous incombe pour mener à bien ce projet dans les délais impartis et selon les standards internationaux en matière environnementale et technique. Nous sommes désormais complètement armés pour la mise en œuvre de ce projet aux impacts positifs considérables», a conclu Selim Bejaoui.

Pour la bonne gouvernance, longue de 828 km, la Transgabonaise reliera Libreville à Franceville. Cet axe routier fait partie du Plan directeur consensuel de transports en Afrique centrale.



ÉRIC LOUVEAU EST NOMMÉ DIRECTEUR GÉNÉRAL D'AIR FRANCE-KLM POUR LA RÉGION AFRIQUE CENTRALE

Parue le - 16 Septembre 2021

Depuis le 1er août 2021, **Eric Louveau** occupe le poste de **Directeur Général Air France-KLM** pour la région Afrique du Centrale basée à Libreville, qui regroupe 9 pays (Angola, Cameroun, Gabon, Guinée Equatoriale, République du Congo, République Démocratique du Congo, Sao Tome et Principe, Tchad).

Il succède à **Frédéric Descours** qui a été nommé Directeur Commercial pour le marché France.

Après 7 ans chez Air Inter, il rejoint le Groupe Air France-KLM en 1996 en qualité de Responsable du Plateau Groupes pour la Région Paris-Iles de France.

Il intègre la Direction des Ventes Affaires en 1998 en tant que Chargé d'Affaires Comptes Globaux Entreprises. En 2001, il est nommé à Stockholm comme Directeur Commercial & Marketing pour les pays Nordiques et Baltiques. En 2005, il rejoint la Direction du Revenue Management Pricing d'Air France pour prendre la direction de l'équipe Pricing Long-courrier.

En 2009, après une année comme Directeur du Revenue Management Pricing Nord Atlantique, il est nommé à Buenos Aires en qualité de Directeur Régional Cône Sud Air France-KLM (Argentine, Chili, Uruguay, Paraguay et Bolivie).

En Septembre 2013, il revient en France pour prendre la responsabilité de la Direction Commerciale et Marketing Air France-KLM pour le Marché France.

Le 1er Septembre 2017, il est nommé à Moscou en qualité de Directeur Régional Air France-KLM pour la région Russie & CEL.

Eric Louveau est diplômé de l'INSEEC Bordeaux Business School (promotion 1987).



AIRFRANCE  

L'EXCELLENCE BOLLORE AU SERVICE DES MEILLEURS ÉLÈVES GABONAIS

C'est dans ce cadre, que le 07 septembre 2021, **Bolloré Transport & Logistics Gabon**, a procédé à la remise solennelle d'une bourse d'études à **Kamil Alix Mael BIGNOUMBA BOUKINDA**, Major du Baccalauréat des séries scientifiques 2021 au Gabon. C'était dans le cadre d'une cérémonie tant festive que responsable, et riche en couleurs.

Cette bourse octroyée à cet élève, extrêmement méritant, a vocation à s'inscrire dans une pérennité bien compréhensible, et toute à l'honneur de **Bolloré Transport & Logistics Gabon**.

Elle permettra au jeune étudiant ainsi primé, titulaire d'un Bac C, de poursuivre l'intégralité de son cursus universitaire au sein de la **Faculté de Médecine et de Maïeutique de Lille en France**, jusqu'au terme de sa spécialisation.

Ce challenge a été rendu possible dans le cadre d'une concertation-coordination dynamique, associant d'une part, le **Programme B'Excellence Bolloré Transport & Logistics Gabon**, et le **Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique, du Transfert de Tech-**



nologies, de l'Education Nationale, chargé de la Formation Civique.

Au regard de l'importance symbolique de cette action d'envergure, la cérémonie était présidée par SE

Monsieur Ali BONGO ONDIMBA, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT, qu'entouraient à cette occasion, nombre de ses collaborateurs, ainsi que le Top Management de **Bolloré Transport & Logistics Gabon**. Celui-ci confirmera du reste, «qu'à travers cette action, **Bolloré Transport & Logistics Gabon**, marque sa détermination à soutenir la jeunesse gabonaise, en ligne avec sa Politique de Mécénat et à accompagner les étudiants tout au long de leur parcours.»

Il convient de rappeler que le **Programme B'Excellence Bolloré Transport & Logistics Gabon**, a pour objectif de célébrer les performances académiques et de la jeunesse gabonaise, en permettant de distinguer et de récompenser les meilleurs d'entre eux, mais aussi en accueillant nombre de stagiaires au sein de l'entreprise.

Bon vent Kamil !



BANQUE ALIMENTAIRE : LE GROUPE BOLLORE OFFRE 40 TONNES DE DENRÉES ALIMENTAIRES.

En co-action avec **CANAL+** et **OWENDO CONTAINER TERMINAL**, 40 tonnes de denrées alimentaires de première nécessité ont été remises au Ministre du Tourisme et du Commerce, et 30 kits de lavage de mains à pédales. Les communes d'**OWENDO**, **Port-Gentil** et **Moanda**, bénéficiaires, ont ainsi été sollicitées pour aider à la mise en œuvre effective des mesures barrières, afin de lutter efficacement contre cette pandémie.

Des abonnements gratuits aux Bouquets Canal+ ont en

outre été offerts aux hôpitaux et sites retenus par le Gouvernement, pour la mise en quarantaine et la prise en charge des malades du Covid-19, par **Bolloré Transports & Logistics Gabon**.

Cette action a visé à marquer le soutien de **Bolloré Transports & Logistics Gabon** et démontrer sa mobilisation aux côtés des Pouvoirs Publics dans la lutte contre le COVID-19, preuve si besoin en était encore, de la constance et de l'importance de l'action de Mécénat de **Bolloré Transport & Logistics Gabon**.



PATRICK GERENTHON UN LEADER FORT EXPERIMENTÉ

Monsieur Patrick GERENTHON, a été porté à la tête de Bolloré Transport & Logistics Gabon, en remplacement de Monsieur Serge AGNERO.

Diplômé de l'Ecole Pratique de la Chambre de Commerce de Marseille en France, il totalise plus de 22 années d'expérience au sein du Groupe Bolloré en Afrique.

C'est à lui que revient désormais l'importante mission de superviser le développement des activités de l'entreprise, dans le cadre d'un Projet Industriel rénové, et tenant compte du nouvel écosystème économique, né de la pandémie du Covid-19.

La modernisation des infrastructures logistiques, ainsi que l'accroissement de la fluidité de ses opérations, gage d'un service de qualité, rendu aux usagers, sera l'un de ses chevaux de bataille.

Son expérience en tant que Directeur Général du cluster de Bolloré Transport & Logistics, et de Directeur en Ethiopie, Djibouti, Somalie ou Erythrée, sera mise à profit, pour l'atteinte des objectifs fixés par sa hiérarchie. Il conduira pour se faire, toutes les actions d'amélioration des services logistiques au Gabon, et œuvrera au processus de facilitation des opérations d'importation et d'exportation du pays, et apportera sa pierre au plan de transformation de l'économie gabonaise.

Bolloré Transport & Logistics Gabon, est et demeure le leader de la logistique intégrée au Gabon, dans toutes les branches de cette activité comprenant la Manutention Por-



tuaire, la Consignation, le Transit, etc...

Tous nos vœux de Plein Succès, de Santé et de Bonheur.

DU MATERIEL DE CONSTRUCTION À LA FONDATION EDENLIFE



BOLLORÉ OCTOBRE ROSE



Inspirés tous les jours par nos héros



Pour vous, Partout

SAHAM Assistance devient **Africa First Assist**

L'expertise et le savoir-faire de **Africa First Assist** sont au service de tous les héros du quotidien.

www.africafirstassist.com

OCTOBRE ROSE A PORT-GENTIL : TotalEnergies ET ASSALA AU RENDEZ-VOUS !



C'est dans une ambiance de parfaite harmonie que **TotalEnergies** et **ASSALA** ont clôturé les cérémonies marquant l'extinction des lampions sur **octobre Rose 2021**

Tout un mois dédié au dépistage des cancers féminins, et articulé autour de la sensibilisation et du dépistage dans la lutte contre la maladie. **TotalEnergies** et **ASSALA**, entreprises citoyennes, s'il en fût, ont sensibilisé, les femmes sur l'impérieuse nécessité d'une prise de conscience plus accrue, avec son corollaire de dépistage précoce, et de traitements y afférents.

Les Directions Générales de TotalEnergies et

ASSALA, avec leurs réseaux de femmes ont toujours mis un point d'honneur, à veiller à la bonne santé des collaborateurs, et de leurs ayants-droits. Il convient de dire, pour le relever et s'en réjouir, que les séances de dépistage se sont faites en toute gratuité comme il va de soi.

Cette campagne se déroulant dans un contexte tout à fait particulier, crée par la survenue de la pandémie de Covid 19, s'est retrouvée adossée sur le respect des mesures barrières.

A l'excellente présentation du **Docteur Nathalie AMBOUNDA**, ont suivi questions et réponses, qui ont fait de cette séquence, un véritable MUST en la matière, convoquant, pour la réaffirmer, la nécessité

d'une pérennisation absolue de cette dynamique.

Agissant en maître parfait de cérémonies, **Madame Anita ENGOZO-MBA, Responsable Communication TotalEnergies**, sous la houlette de **Monsieur le Directeur Général Adjoint**, s'est employée à mettre tout en œuvre pour faire en sorte de revêtir cette journée d'un cachet tout particulier : visite des sites, cadres de travail, centres de dépistage...

Une journée en guise d'apothéose, au cours de laquelle les réseaux des femmes de **TotalEnergies** et d'**ASSALA** se sont retrouvés dans une symphonie bien orchestrée par **Madame Anita ENGOZO-MBA**.



TWICE GABON
TotalEnergies Women's Initiative
for Communication and Exchange

ASSALA
WOMEN'S
NETWORK
Réseau des femmes d'Assala

Octobre Rose 2021



Sensibilisation et prévention
sauvent des vies

Parlons-en aux femmes que nous aimons !

Les Réseaux des Femmes des entreprises
Assala Gabon et TotalEnergies au Gabon
se mobilisent pour agir ensemble contre les cancers féminins :

Conférence de sensibilisation du personnel animée par des experts médicaux
Dépistage en entreprise



+ À L'ÉCOUTE + INFORMÉS + CONNECTÉS

Découvrez gratuitement l'actualité économique du Gabon

NOTRE FORCE RÉSIDE DANS NOS PROPRES VALEURS ET SE DÉCLINE EN QUELQUES LIGNES

7. NOS RUBRIQUES

Les Échos de l'Économie Gabonaise – Grande distribution – Développement durable – RSH/HSE – Économie numérique – Agriculture & Agrobusiness – Ressources minières – Transports, Logistique, Tourisme – BTP – Éducation, Formation – Banques & Assurances... et aussi, Portrait – Santé – Agenda, Conso.

6. LA DISTRIBUTION

Les 12 000 journaux édités chaque mois sont distribués par nos soins à titre personnalisé à tout l'appareil politique, aux directeurs généraux et aux chefs d'entreprises. Il est aussi mis à disposition dans tous les grands hôtels de la place, à l'aéroport et dans les avions, les ONG, les banques et les assurances, les ambassades du Gabon à l'étranger et celles implantées au Gabon, bibliothèques, grandes écoles et les institutions : Unesco, Unicef, OMS...

1. CONSTANCE

Maintien d'une ligne éditoriale objective, claire et précise relative à l'économie. Respect de la déontologie du métier : relayer l'information telle qu'elle nous est transmise et après vérification.

2. NOTRE ÉQUIPE

Fidèle, passionnée et très organisée. Tout est intégré : la rédaction, les secrétariats, l'infographie, la relecture et la correction, le community management, la distribution. Seule l'impression est externalisée.

3. POURQUOI EST-IL GRATUIT

Parce que c'est une forme de liberté et qu'elle est en adéquation avec le mode de fonctionnement des réseaux sociaux sur lesquels nous sommes très présents.

4. LE MODÈLE ÉCONOMIQUE

Seuls les reportages et les achats d'espaces sont payants selon des tarifs fixés.

5. NOTRE CIBLE

Principalement les leaders d'opinion et les chefs d'entreprises ainsi qu'un large public.



economie-gabon.ga
New look, New design



Newsletter Bimensuelle
11 448 adhérents

(selon les dernières statistiques officielles 22% de la diaspora la reçoit).



facebook.com/economiegabon



twitter.com/EconomieGabon



linkedin.com/in/economiegabonplus



L'ensemble de ces vecteurs de communication est à votre disposition selon vos messages à transmettre, votre actualité, le public à atteindre et la période concernée.

1266 BD DE LA NATION BORD DE MER - LIBREVILLE

Immeuble B.I.C.P Bord de mer - BP : 4562 Libreville/Gabon

Tél.: +241 (0) 11 44 11 62 - Email : servicecommercial@economie-gabon.ga



LA ZONE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE DÉVOILE SES ATOUTS



La Zone économique spéciale (ZES) de Nkok organise ses premières journées portes ouvertes du 15 au 21 novembre 2021. L'occasion est ainsi donnée au public de découvrir les subtilités de ces espaces industrialo-économique créés en 2011, sous l'impulsion du **chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba**.

Les enjeux de cette initiative sont énormes. Il s'agit, selon la **ministre de la Promotion des investissements, Carmen Ndaot**, de permettre au grand public de découvrir le fleuron de l'industrialisation et de la diversification de l'économie gabonaise.

«Nous sommes ici dans le cadre des journées portes ouvertes qui ont pour objectif de faire la promotion de la Zone économique spéciale de Nkok. Et au travers de cette promotion, c'est surtout pour montrer la concrétisation de la vision du président Ali Bongo Ondimba, qui a permis à cette zone d'exister grâce à la décision prise en 2009 d'interdire l'exportation de grumes, sans qu'elles n'aient été transformées. Ce qui a donné naissance à cette zone économique, qui a été récompensée de nombreuses fois sur la scène internationale», a-t-elle soulignée lors du lancement officiel des dites journées portes ouvertes.

Par ailleurs a-t-elle ajoutée, «l'idée était de pouvoir faire en sorte que les populations s'approprient cette vision et surtout voir, 10 ans après, les résultats concrets. Nous voulons donc sensibiliser le public sur ce que cette zone économique a permis de réaliser en termes de création d'emplois et produits. C'est vraiment une journée de promotion du "made in Gabon"».

De l'avis du coordinateur commercial et prospection de Gabon Wood Hub. Selon Olivier Oscar Ngoma, l'initiative est l'image des ambitions. «Nous avons initié ces journées portes ouvertes pour permettre aux populations de venir s'informer et découvrir, palper le "made in Gabon" et



voir le développement infrastructurel de la Zes et au niveau des services également», a-t-il souligné.

Côté jardin, les visiteurs pourront découvrir les merveilles de la ZES de Nkok. Des atouts qui vont de la première à la troisième transformation du bois. Une chaîne de transformation qui produit des

contreplaqués, des meubles et pleins d'autres objets de sculptures réalisés à base de bois fins et soigneusement polis. A côtés des ces produit issus du bois, des produits pharmaceutiques, métallurgie, ciment, recyclage du plastique, charbon de bois, eau, etc. et le centre international multisectoriel de formation et d'enseignement professionnel de Nkok. Lequel qui plonge le visiteur dans un autre univers tout à fait féérique, le temps d'une visite.

Côté jardin, ces journées permettront également des échanges et des rencontres avec les différents acteurs de métiers de cet espace. Autrement dit, la ZES de Nkok est un hub de développement et d'industrialisation du Gabon, quia connu un développement exponentiel en l'espace de dix ans.

Au total, ce sont plus de 80 entreprises qui font de la transformation pour le marché local et le marché international. La ZES de Nkok, c'est également 820 000m3 de bois transformés en 2020, 1,7 milliards de dollars d'Investissements directs étrangers générés, 580 966 m3 de bois transformés, 327 091 m3 de produits issus du bois d'une valeur d'environ 119 milliards de FCFA exportés vers 26 pays. A cela s'ajoutent 9935 conteneurs de 20 perds exportés et 7 280 460 566 FCFA de taxes payées au gouvernement et environ 6000 emplois directs créés.



LE GABON FACE A LA NÉCESSAIRE DIVERSIFICATION DE SON ÉCONOMIE

Le Gabon est l'une des économies les plus rentières de l'Afrique Subsaharienne. Doté de nombreuses ressources naturelles renouvelables, à l'instar des forêts, des ressources en eau sur 850 km de côtes, d'une faune exceptionnellement variée, et non renouvelables telles que le pétrole, le manganèse, le fer, l'uranium, l'or, etc..., son économie est fortement dépendante de la rente pétrolière qui représente depuis plus de 30 ans, plus de 80 % des exportations du pays et près de 60 % des recettes budgétaires de l'État.

Par Rayanne Marc ISAAC



Encouragé par la forte demande de pétrole dans les échanges commerciaux mondiaux, le Gabon s'est malheureusement confiné dans un modèle extraverti de développement caractérisé par une spécialisation dans l'exploitation des ressources naturelles.

Cette spécialisation à outrance, est de nature à accroître, d'une part, la vulnérabilité de son économie, face aux chocs externes (crise économique, financière, alimentaire, etc.) et, d'autre part, à accentuer la détérioration des termes de l'échange du Gabon vis-à-vis de ses partenaires commerciaux. Sur le plan national, l'exploitation des ressources naturelles a causé des disparités territoriales et spatiales entre les zones où ces ressources sont exploitées et

celles où elles ne le sont pas. La manne pétrolière n'a pas non plus réussi à réduire les inégalités sociales, puisque l'incidence de pauvreté au Gabon est très élevée.

Face à ces enjeux, force est de constater que la diversification économique peut être une stratégie à développer au Gabon pour le sortir de sa trop grande dépendance de la rente pétrolière. Il convient pour cela de questionner quatre (04) centres d'intérêts majeurs:

1-L'évolution de la diversification du Gabon de 1980 à 2010,

2- L'identification des déterminants endogènes et exogènes de l'évolution de ce phénomène,

3- La définition d'une straté-

gie de diversification économique territoriale,

4-L'identification des acteurs, les modalités et les conditions de mise en œuvre de cette stratégie de diversification.

La diversification économique du pays a été influencée par l'ouverture commerciale, le cours du change et l'inflation.

Si l'évolution du contexte économique mondial a contribué à bien saisir l'impact de ces variables sur la diversification économique du Gabon, le contexte territorial gabonais l'a été davantage. En effet, l'intégration de la dimension territoriale dans l'étude du phénomène de la diversification économique a permis de constater que les éléments contextuels propres

au Gabon (pays côtier peu peuplé et riche en ressources naturelles) ont joué un rôle dans l'explication de l'évolution de ce phénomène.

Après avoir déterminé les potentialités de développement du Gabon dans divers secteurs d'activités, une stratégie de diversification capable d'insuffler un développement territorial à long terme du pays a été définie. Cette diversification économique territoriale pourrait s'articuler autour de cinq piliers :

**Le Gabon minier,
Le Gabon énergie,
Le Gabon bleu,
Le Gabon vert, et
Le Gabon gris.**

Ces piliers ont chacun quatre composantes. Les filières retenues sont :

La Mine de fer de Belinga, l'exploitation d'autres ressources minières et géologiques, l'industrie pétrochimique et l'industrie métallo-sidérurgique pour Le Gabon minier,

Le gaz naturel, l'hydroélectricité, l'énergie solaire et la

Pour mettre en œuvre cette stratégie de diversification, il convient de mobiliser deux modalités de l'action publique, à savoir le partenariat public-privé et l'ingénierie territoriale dont les principes de fonctionnement encouragent non seulement la collaboration entre plusieurs parties prenantes (État central, collectivités locales, secteur privé, société civile et partenaires au développement), mais également une logique d'action « bottom-up » au détriment de la logique « top-down » qui a prévalu jusqu'ici au Gabon.

Trois conditions essentielles doivent être remplies, pour permettre à cette stratégie de diversification, d'impulser un développement territorial conséquent :

La mise en place effective de la réforme de la Loi de la décentralisation, ayant pour mérite de renforcer les responsabilités des acteurs territoriaux.

Le renforcement des capacités institutionnelles et humaines aussi bien techniques que fonctionnelles

L'aménagement du territoire en infrastructures de télécommuni-



biomasse forestière pour Le Gabon énergie,

L'aquaculture, la pêche artisanale, la pêche industrielle et l'industrie marine pour Le Gabon bleu,

L'agriculture agro écologique, l'industrie du bois, l'industrie des biotechnologies et l'écotourisme pour Le Gabon vert,

Les technologies de l'information et de la communication, les services financiers et bancaires, les services professionnels pour entreprises et la formation et recherche scientifique pour Le Gabon gris.

cation et de transports constitue par ailleurs, une condition sine qua non pour que cette stratégie de diversification aboutisse à terme à un développement territorial du pays.

La volonté politique et un changement de mentalités sont des exigences fondamentales auxquelles il faudra répondre pour que les conditions du succès de la diversification soient réunies. Le financement de la diversification devra par conséquent se faire au travers d'une utilisation judicieuse des fonds propres et des fonds contractés.



COMMENT TRANSFORMER LE POTENTIEL EN RÉALISATIONS CONCRÈTES EN AFRIQUE?

D'abord en prenant conscience des problématiques à affronter. En effet, la prise de conscience précoce des problèmes éventuels est capitale, au moment où la reprise économique semble s'installer.

Par Marc Remy ISSANDRE

Peut-être faudrait-il à ce propos, s'engager dans la suppression relative, prudente, mais transparente des mesures prises pour juguler la crise, en remplaçant les interventions globales, par des mesures plus ciblées et limitées dans le temps. Car en réalité, à y voir de plus près, un assouplissement prolongé de certaines contraintes réglementaires, aurait pour conséquence inéluctable, de dissimuler la véritable situation du système, en amplifiant de facto les pertes à l'avenir. Autant de choses qui auraient pour conséquence de fragiliser le système économique restauré ou en cours de restauration.

Assurément, la pandémie a anéanti une bonne partie des progrès accomplis ces dernières années par les pays africains, et a impacté de façon violente sur la qualité de la vie des populations pauvres. Comment donc atteindre les objectifs de développement durable dans ces cas ?

Les mesures de confinement appliquées durant la pandémie ont empêché de nombreux enfants d'aller à l'école. Dans ce contexte, l'école à distance s'est révélée être inaccessible pour une grande majorité des enfants en Afrique.

Ainsi, face à la perspective d'une hausse constante des taux de décrochage scolaire par exemple, certains pays n'ont guère eu d'autre choix que de rouvrir leurs écoles, malgré les risques potentiels de contamination.

En substance donc, le risque de séquelles diverses est élevé, ce d'autant plus que cette situation globale a eu pour conséquence, une perte réelle de revenus par habitant, qui n'est pas sans conséquences.

Ensuite, en engageant un certain nombre de réformes courageuses, susceptibles de libérer le potentiel de l'Afrique.

Dans un premier temps, il s'agira de privilégier des réformes audacieuses qui renforcent la résistance aux futurs chocs et de mettre l'accent sur les secteurs les plus prometteurs pour la croissance et l'emploi.

En effet, chaque année, près de 20 millions de nouveaux demandeurs d'emploi arrivent sur le marché du travail. Offrir des possibilités d'emploi à ces nouveaux arrivants est sans conteste l'un des défis les plus urgents à relever. Il convient donc d'affirmer, qu'il s'agit là de l'un des principaux points forts de l'Afrique à moyen terme. Toutes les analyses



convergent pour dire qu'au cours des 10 ou 15 prochaines années, la contribution de l'Afrique à la croissance de la population active mondiale dépassera celle de la totalité du reste du monde. Si la bonne stratégie est adoptée, les résultats de l'intégration de la main-d'œuvre dans l'économie mondiale pourraient être sans précédent.

Si on ajoute à cela le fait que les pays africains exportent environ 7 milliards de dollars de marchandises, mais seulement un cinquième environ de ces exportations est destiné à d'autres pays de la région, l'on peut espérer comme extrêmement porteuse, la nouvelle zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), susceptible de créer un marché de 1,3 milliard de personnes affichant un PIB cumulé de près de 3 500 milliards de dollars.

Autre réforme d'envergure, favoriser la mise en place d'un climat d'investissement plus favorable. Les autorités africaines devraient poursuivre leurs efforts de réforme afin d'améliorer le climat des affaires et attirer ainsi davantage d'investissements privés. Ces réformes, qui sont connues depuis longtemps, consistent notamment à renforcer la contestabilité des marchés, à lever les principaux obstacles dont un réseau électrique non fiable, à égaliser les conditions de concurrence

entre les entreprises publiques et privées, à harmoniser le traitement des entreprises des secteurs formel et informel, à simplifier les formalités administratives, à améliorer la gouvernance et à élargir l'inclusion financière.

En réalité, compte tenu de l'impact économique et humain de la crise et de l'impératif de réduire autant que possible les futurs stigmates, ces réformes sont aujourd'hui plus urgentes que jamais.

Le renforcement des dispositifs de protection sociale constitue depuis longtemps un enjeu technique et budgétaire pour l'Afrique, notamment en raison du poids du secteur non structuré. Cependant, la pandémie a souligné l'importance de pouvoir venir en aide rapidement et efficacement aux personnes qui en ont le plus besoin. Plusieurs pays ont élargi la portée et l'adéquation aux besoins de leurs mesures de protection sociale grâce à l'utilisation innovante et rentable de l'argent mobile, des transferts monétaires électroniques et de la participation virtuelle.

À l'avenir, il sera important de s'appuyer sur ces initiatives pour renforcer encore les filets de protection. Une telle démarche devrait procéder d'une stratégie ciblée sur les dispositifs de protection sociale, qui définirait précisément les po-

pulations visées et les mécanismes de mise en œuvre.

La nécessité d'une plus grande diversification est cruciale ; les pays producteurs de pétrole devraient redoubler d'efforts pour développer d'autres industries d'exportation, compte tenu de la baisse des prix des sources d'énergie plus vertes, de l'accélération des ventes mondiales de véhicules électriques et des actions de lutte contre les changements climatiques menées à travers le monde. De nombreux autres pays sont soumis au même impératif, sachant que l'Afrique reste à la traîne d'autres régions en termes de volume, de qualité et de complexité des exportations. L'Afrique demeure relativement tributaire de biens primaires moins complexes, par rapport aux pays d'autres régions ayant des niveaux de revenu semblables.

Fondamentalement, une telle diversification impliquerait un redéploiement des ressources d'une activité à une autre, et les Pouvoirs Publics pourraient jouer un rôle volontariste en amont pour accélérer ce processus.

Cela pourrait nécessiter une modification des stratégies de diversification afin de mieux s'adapter au nouvel écosystème, résultat des contours d'une nouvelle économie mondiale postérieure à la COVID-19.

Une méthode ciblée peut aussi contribuer à faire en sorte que la reprise de l'Afrique soit compatible avec les objectifs des autorités de croissance verte et de résilience aux changements climatiques. Cette approche ne vise pas des entreprises précises, mais au contraire, privilégie des secteurs prometteurs, en même temps que la levée de certains obstacles majeurs, au nombre desquels, l'inadéquation des compétences, l'insuffisance de la réglementation, le déficit de concurrence, les défauts de coordination, etc...

En réalité, il peut s'avérer essentiel de supprimer les obstacles tarifaires et l'encadrement des taux d'intérêt pour rehausser la productivité agricole dans certains pays, alors que les réformes du secteur

financier, la libéralisation des investissements directs étrangers et des routes de meilleure qualité peuvent s'avérer plus déterminantes pour d'autres. S'agissant des services, la libéralisation des industries de réseau comme les télécommunications peut être cruciale.

L'Afrique a en effet encore beaucoup à faire pour combler la fracture numérique avec les pays plus riches à travers le monde. Cela étant dit, le dynamisme et le potentiel de la région sont remarquables : en matière de connectivité, certains pays occupent la première place mondiale de leur catégorie de revenu (Cap Vert, Ghana, Rwanda, Seychelles), et l'Afrique devient rapidement un épiscentre international pour les applications d'argent mobile.

À l'avenir, tirer parti de la révolution numérique renforcerait la résilience et l'efficacité de la région, élargirait l'accès aux marchés mondiaux, et améliorerait l'offre de services publics, en accroissant la transparence, et en favorisant la création de nouveaux emplois, autant de choses en capacité d'augmenter les possibilités de développement des échanges de services, et le commerce électronique.

Somme toute, les perspectives à court terme, voire à très court terme de l'Afrique, semblent dépendre de l'évolution de la pandémie, elle-même tributaire d'un déploiement large du vaccin à un coût abordable.

On ne saurait occulter le fait qu'une vaste

couverture de l'Afrique, constitue de façon certaine, un bien public mondial, ce d'autant plus qu'une grande proportion de la population mondiale restant non vaccinée, constituera un risque potentiel d'apparition de variants nouveaux, entraînant une pandémie de plus longue durée.

Enfin, bien que les partenariats publics privés, aient eu un succès mitigé par le passé, les pays africains semblent recourir de plus en plus à cette technique de financements, s'agissant notamment des infrastructures. Ils devront pour cela, améliorer la viabilité des projets en rapport, en garantissant rigoureusement une gouvernance solide des investissements publics, dans la préparation et l'évaluation des projets.

VADE MECUM ECONOMIE GABONAISE



Le Gabon est un pays dont les piliers économiques reposent principalement sur l'exploitation des ressources naturelles suivantes, à savoir :

- Le pétrole
- Le bois (Economie Verte)
- Les mines
- Les produits de la mer (Economie Bleue)

Le Gabon a une économie de rente, très dépendante du pétrole, mais en cours de diversification.

Les problèmes qu'il affronte sont à la fois d'ordre structurel, mais aussi d'ordre conjoncturel.

Les problèmes structurels
Les problèmes conjoncturels

Sur plan structurel

- Faible diversification de l'économie
- Faible développement industriel qui se limite essentiellement aux activités parapétrolières et à l'agroalimentaire
- Insuffisance et/ou mauvais état des voies de communication.
- Poids des charges fiscalo-douanières
- Lourdeurs administratives.
- Etroitesse du marché intérieur (faiblesse numérique de la popula-

tion)

- Les échanges avec les pays de la zone Cemaq par exemple, restent très faibles, signe d'une intégration régionale encore insuffisante.
- Faiblesse de l'épargne nationale
- Difficulté de trouver un tissu consistant d'investisseurs nationaux.
- Un secteur informel très développé.
- Train de vie élevé de l'Etat
- Insuffisance de main d'œuvre qualifiée locale

Sur le plan conjoncturel

- Baisse de la production nationale de pétrole
- Tendance baissière des cours, impactant sur l'économie
- Un niveau d'endettement important, dont le remboursement freine la réalisation de plusieurs projets de développement.
- L'absence de compétitivité des PME/PMI qui impacte sur la balance commerciale.

Approches de solutions

- Diversification de l'économie
- Pratique de bonne gouvernance
- Construction d'infrastructures.
- Développement de l'agriculture
- Valorisation de ressources halieu-

tiques

- Transformation locale du bois, avec son corollaire de création d'emplois et de développement économique (ZES de Nkok)
- Intensification des activités minières
- Développement de l'écotourisme : le Gabon dispose de nombreux atouts naturels (faune et flore très riches, paysages attrayants), 850 km de côte, etc...
- Assainissement des finances publiques
- Insuffisante transparence dans la

gestion des ressources publiques

- Amélioration du réseau routier et la réfection, la modernisation des infrastructures aéroportuaires.
- Construction de la Transgabonaise.
- Construction de barrages électriques.
- Construction des infrastructures scolaires et universitaires
- Construction des infrastructures sanitaires



Afin d'améliorer la qualité de service des passagers Handling Partner Gabon (HPG) a mis en place un service novateur SIKKA.

SIKKA est un service dédié à l'accueil et à l'assistance personnalisés des passagers et sans distinction de classe de voyage à leur départ et/ ou à leur arrivée à l'Aéroport International Léon MBA.

Les prestations proposées varient selon les Pass choisis et répartis comme suit : Pass Silver, Pass Gold et Pass Platinum. Les prix commencent à partir de 29.000frs CFA.

D'autres options sont également possibles tel que l'enlèvement des bagages de votre domicile vers l'aéroport, mais aussi la livraison des bagages de l'aéroport à votre lieu de résidence. Grâce à notre partenariat avec Europcar, le service Transport avec chauffeur est mis à votre disposition.

Il est possible de fournir des cartes Sim pour des appels avec un Opérateur local.

Email : contact@sikka-meet-assist.com
Réservation : +24176380001
Informations : +24176380000



HANDLING
PARTNER
GABON



La reprise économique mondiale est vigoureuse mais inégale, alors que de nombreux pays en développement doivent faire face aux effets durables de la pandémie

L'économie mondiale devrait croître de 5,6 % en 2021, affichant ainsi un rebond post-récession d'une ampleur sans précédent en 80 ans. Cette reprise tient en grande partie au redressement vigoureux de quelques grandes économies, tandis que de nombreuses économies émergentes et en développement sont encore aux prises avec la pandémie de COVID-19 et ses retombées, indique la Banque mondiale dans sa dernière édition des Perspectives économiques mondiales.

Malgré la reprise, la production mondiale fin 2021 sera inférieure d'environ 2 % aux prévisions pré-COVID. Dans les deux tiers des économies émergentes et en développement, les pertes de revenu par habitant subies en 2020 ne seront pas recouvrées en 2022. Dans les pays à faible revenu, où la vaccination a pris du retard, les effets de la pandémie ont effacé les progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté et aggravé l'insécurité et d'autres problèmes de longue date.

Malgré des signes encourageants de reprise à l'échelle mondiale, la pandémie a aggravé la pauvreté et les inégalités dans les pays en développement, souligne le président du Groupe de la Banque mondiale, David Malpass. Il est essentiel de mener une action coordonnée au niveau mondial pour accélérer la distribution des vaccins et les allègements de dette, surtout pour les pays à faible revenu. À mesure que l'on sort de la crise sanitaire, les dirigeants politiques devront faire face aux effets durables de la pandémie et prendre des mesures pour promouvoir une croissance verte, résiliente et inclusive tout en préservant la stabilité macroéconomique.

Parmi les grandes économies, les États-Unis devraient afficher une croissance de 6,8 % cette année, grâce aux importantes mesures de soutien budgétaire et à l'assouplissement des restrictions liées à la pandémie. La croissance se raffermirait également dans les autres économies avancées, mais dans une moindre mesure. Parmi les économies émergentes et en développement, la Chine devrait enregistrer un rebond de la croissance de 8,5 % cette année.



à la faveur du rattrapage de la demande.

Globalement, ce groupe de pays devrait connaître une croissance de 6 % en 2021, tirée par la progression de la demande et la hausse des prix des produits de base. Dans de nombreux pays, toutefois, la reprise est freinée par la recrudescence des cas de COVID-19 et le retard pris dans la vaccination, auxquels s'ajoute la suppression des mesures de soutien dans certains cas. Si l'on ne tient pas compte de la Chine, la reprise devrait s'établir à 4,4 % en 2021. Pour 2022, les projections tablent sur une croissance de 4,7 % pour l'ensemble des économies émergentes et en développement. Néanmoins, les gains attendus dans ce groupe de pays ne sont pas suffisants pour regagner le terrain perdu pendant la récession de 2020, et en 2022 la production devrait être inférieure de 4,1 % aux projections pré-COVID.

Dans de nombreuses économies émergentes et en développement, le revenu par habitant devrait également rester inférieur aux niveaux atteints avant la pandémie, et les pertes aggraveront les privations associées à la santé, à l'éducation et au niveau de vie. Alors que les prévisions indiquaient un essoufflement des principaux moteurs de la croissance même avant la crise sanitaire, les séquelles laissées par la pandémie devraient accentuer cette tendance.

Les pays à faible revenu devraient connaître cette année leur plus faible croissance depuis 20 ans (année 2020 non comprise), en partie à cause du rythme très lent de la vaccination. La croissance dans ces

pays s'accélérera pour atteindre 2,9 % en 2021 et 4,7 % en 2022. Selon les prévisions pour 2022, leur production sera inférieure de 4,9 % au niveau pré-COVID.

La dernière édition des Perspectives économiques mondiales consacre un dossier spécial à l'impact positif que la baisse des coûts commerciaux, liés notamment à la logistique et aux lourdes procédures frontalières, pourrait avoir sur la reprise dans les économies émergentes et en développement en facilitant les échanges. Bien qu'ils aient diminué au cours des 15 dernières années, les coûts commerciaux restent près de 50 % plus élevés dans ces pays que dans les économies avancées, en grande partie à cause du montant supérieur des frais d'expédition et de logistique. Les efforts visant à simplifier les procédures commerciales et les formalités douanières, améliorer les infrastructures de transport et la gouvernance, favoriser les échanges d'informations et renforcer la concurrence dans les domaines de la logistique, du commerce de gros et de détail pourraient réduire considérablement les coûts.

Les liens créés par le commerce et les chaînes de valeur mondiales ont constitué l'un des principaux vecteurs de progrès économique des pays en développement et aidé de nombreuses personnes à sortir de la pauvreté. Cependant, au rythme actuel, la croissance du commerce mondial va ralentir au cours des dix prochaines années, explique **Indermit Gill, vice-président du Groupe de la Banque mondiale pour le pôle Croissance équitable et institutions financières**. À mesure que les pays en développe-

ment se relèvent de la pandémie de COVID-19, la baisse des coûts commerciaux peut créer des conditions propices à une réintégration dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et à la reprise des échanges.

Un autre chapitre du rapport analyse le rebond de l'inflation mondiale qui a accompagné la reprise de l'activité économique. Sur les cinq dernières récessions mondiales, celle de 2020 a produit le plus faible recul de l'inflation, suivi de la plus forte hausse. Même si l'inflation mondiale continuera probablement d'augmenter jusqu'à la fin de l'année, elle devrait se maintenir dans la fourchette prévue par la plupart des pays qui fixent un objectif en la matière. Dans les économies émergentes et en développement où l'inflation dépasse les niveaux visés, les pressions sur les prix ne justifient pas nécessairement le recours à des mesures monétaires, sous réserve qu'elles soient temporaires et que les anticipations d'inflation restent stables.

La hausse de l'inflation risque de compliquer les choix à faire par les économies émergentes et en développement au cours des prochains mois, sachant que certaines d'entre elles continuent de recourir à des mesures expansionnistes pour assurer une reprise durable, indique Ayhan Kose, directeur du Groupe des prévisions de la Banque mondiale. À moins de s'attaquer aux risques de surendettement, ces économies restent vulnérables aux tensions sur les marchés financiers si les poussées inflationnistes dans les économies avancées accroissent l'aversion des investisseurs pour le risque.

La hausse des prix des denrées alimentaires et l'accélération de l'inflation globale pourraient également exacerber les problèmes liés à l'insécurité alimentaire dans les pays à faible revenu. Les dirigeants de ces pays doivent veiller à ce que la hausse des taux d'inflation n'entraîne pas le décrochage des anticipations d'inflation et éviter de recourir à des subventions ou à un contrôle des prix qui risquent de faire monter les cours mondiaux des denrées alimentaires. Des mesures axées sur le renforcement des programmes de protection sociale, l'amélioration de la logistique et la résilience de l'offre locale de nourriture face aux changements climatiques seraient plus utiles.

Perspectives régionales

Asie de l'Est et Pacifique: la croissance dans la région devrait grimper à 7,7 % en 2021, avant de ralentir à 5,3 % en 2022. Pour en savoir plus, consulter la synthèse régionale (a).

Europe et Asie centrale: l'économie régionale devrait progresser de 3,9 % cette année, puis l'année prochaine. Pour en savoir plus, consulter la synthèse régionale (a).

Amérique latine et Caraïbes: l'activité économique régionale devrait croître de 5,2 % en 2021 et 2,9 % en 2022. Pour en savoir plus, consulter la synthèse régionale.

Moyen-Orient et Afrique du Nord: l'activité économique dans la région devrait rebondir de 2,4 % cette année et de 3,5 % l'année prochaine. Pour en savoir plus, consulter la synthèse régionale.

Asie du Sud: le taux de croissance régional devrait atteindre 6,8 % en 2021 et en 2022. Pour en savoir plus, consulter la synthèse régionale (a).

Afrique subsaharienne: l'économie régionale devrait renouer avec un taux de croissance de 2,8 % en 2021, puis de 3,3 % en 2022. Pour en savoir plus, consulter la synthèse régionale.

Source: Banque Mondiale

INCERTITUDES GÉOPOLITIQUES ET FRAGILITE DE LA REPRISE ÉCONOMIQUE

Bénie soit la personne qui pourra prédire l'avenir de l'économie mondiale. Les pays ont subi les effets économiques et sanitaires de la pandémie de façons très différentes déjouant les pronostics les mieux élaborés.

Depuis le début de la crise, certains pays ont demandé une aide financière d'urgence auprès du FMI. L'OCDE table sur une croissance mondiale de 5,7 % en 2021. L'inflation est désormais supérieure à 5 % aux Etats-Unis sur un an et a atteint 3 % cet été dans la zone euro. Le taux de vaccination, l'application des mesures barrières sont des éléments déterminants de la reprise économique. Et ce, même si les écarts se creusent entre pays pauvres et pays riches. Une crise atypique de nature exogène qui paralyse l'économie. Les secteurs tertiaires, autres que ceux digitalisés, ont plus subi la crise que le secteur industriel.

Cette pandémie amène les États à une coopération renforcée pour gérer la production et la distribution de ressources nécessaires au mieux des besoins de chaque population. D'un autre côté, les tensions sont vives sur certains produits : vaccins, en premier lieu, semi-conducteurs, puces électroniques, etc. Sur fond de tensions avec la Chine, Joe Biden voudrait redynamiser les institutions traditionnelles (OMS, OMC, FMI, Banque mondiale). Comme le montrent ses propositions de réformes fiscales, le nouveau président américain a des plans ambitieux de collaboration internationale pour traquer les paradis fiscaux et discipliner les multinationales. Suite à la rupture du «contrat du siècle» entre l'Australie et la France sous pression états-unienne, la politique extérieure de Biden frappe par son unilatéralisme et s'inscrit dans la continuité de la politique de son prédécesseur Donald Trump.

Deux principaux facteurs peuvent expliquer cette rupture de contrat. La première explication est la volonté de tout un chacun de sortir de la crise liée à la pandémie le plus rapidement possible et en ayant recours le moins possible à l'endettement. Un marché aussi important que celui des sous-marins constitue une aubaine économique indéniable. La deuxième explication est liée à la stratégie américaine de défense. Les Etats-Unis considèrent la Chine comme la menace la plus sérieuse à leur hégémonie mondiale tant sur le plan militaire qu'économique. Pour y faire face, et garder leur hégémonie dans l'océan pacifique, une alliance stratégique avec l'Australie,

l'Inde et le Japon est plus que nécessaire. Surtout qu'une bonne partie des pays du vieux continent ont intégré la nouvelle route de la soie initiée par la Chine. Le revirement australien est alors inévitable.

L'annulation du marché des sous-marins australiens, agite le spectre de l'explosion de l'endettement public pour redynamiser l'économie de la France. Une augmentation des taux d'intérêt n'est plus à exclure. Le souvenir de la crise des « subprime » est encore présent dans toutes les mémoires. Les États-Unis, endettés dans une monnaie qu'ils émettent, ont une marge de manœuvre beaucoup plus importante que les pays de la zone euro. Les réponses publiques, exceptionnellement vigoureuses et adaptées au gré des évolutions sanitaires et économiques, ont grandement contribué à limiter les dégâts. Toutefois, le coût de ces réponses publiques ne sera connu que bien des années plus tard.

La reprise de l'économie mondiale retardée par des pénuries inédites fait que les cours des matières premières et de l'énergie flambent. Désormais, nous pouvons nous interroger si nous sommes au début d'un super-cycle de hausse des prix des matières premières. Cette augmentation sera-t-elle durable ? Et profitera-t-elle aux pays détenteurs de ces matières premières ?

Toujours est-il que ces tensions ont déjà des effets très concrets sur de nombreuses entreprises. Dans le monde, elles sont ressenties fortement dans l'industrie, le bâtiment, l'agroalimentaire,



l'électronique (pénurie mondiale de semi-conducteurs). Sans oublier les pénuries dans la métallurgie et la chimie. Dans le secteur du bâtiment, et pour certains produits, la situation est telle que les fournisseurs ne sont plus capables de s'engager sur un prix ou un délai de livraison. La tension mondiale sur l'approvisionnement en semi-conducteurs est en train de se transformer en crise du secteur automobile. Les constructeurs automobiles n'ont pas correctement anticipé leurs besoins en semi-conducteurs qu'ils auraient au moment de la reprise. La production automobile s'est arrêtée ou va s'arrêter chez beaucoup de constructeurs automobiles faute de puces électroniques, composants essentiels des voitures. La Fédération Française des Industries des Equipements estime que 84% de ses adhérents manquent d'approvisionnements. Frappé par la pénurie de puces, General Motors a été contraint de réduire sa production en Amérique du Nord. Plusieurs usines ont été contraintes de fermer leurs portes.

Ces tensions autour des cours mondiaux des matières premières et des produits semi-finis ont eu de nombreuses conséquences sur les chaînes de valeurs mondiales. Elles entraînent une augmentation des coûts de production pour les entreprises. Si on ajoute l'augmentation des prix du transport maritime (assurant plus de 80% du transport du commerce mondial) qui se sont envolés de 440% entre juillet 2020 et février 2021, nous aboutissons à une éventuelle réorganisation du commerce mondial. Un choc d'une ampleur sans précédent, c'est une crise qui aura des conséquences encore indéterminées.

Pour le moment, certains économistes sont optimistes et voient dans cette situation un aspect conjoncturel. La sortie de la crise et la modification de certaines politiques et de certains besoins au travers des plans de relance, créent naturellement des tensions.

Par ailleurs, cette pandémie a aussi entraîné de profondes mutations des comportements économiques et de la demande, qui sont de nature structurelle plus que temporaire. Les plans de relances ont privilégié la transition énergétique, les infrastructures et donc cela a créé des tensions sur un certain nombre de besoins. La transition énergétique va entraîner de nouveaux besoins en matières premières.

Pour les années qui viennent, la consommation de matières premières et semi-finies va augmenter pour rattraper « le temps perdu », les pénuries seront là. Il en sera de même pour les prix.

L'Europe est détentrice de technologie, capable de mobiliser des énergies en essayant de diminuer ses besoins de consommations, en accélérant le recyclage par exemple. Ces enjeux vont accentuer les inégalités entre les pays émergents et les pays développés. La crise sanitaire que nous traversons a mis en évidence la connexion humaine interdépendamment des nations. Une autorité de régulation au niveau international verra-t-elle alors le jour ? Il le faudrait, car l'Afrique pourrait être en difficulté.

Source : LATRIBUNE



LES LAMPIONS S'ETEIGNENT SUR LA COP 26... CROISSANCE VERTE ET FINANCEMENT : LES PROBLÉMATIQUES RESTENT-ELLES ENTIÈRES ?

Par Marc Remy ISSANDRE



Plusieurs années après le **Sommet de Rio**, le monde reste confronté à un double défi : élargir les possibilités économiques pour tous, dans un contexte de population mondiale en croissance, et faire face aux pressions environnementales qui, en cas d'inaction, pourraient contrarier notre capacité à tirer parti de ce nouvel écosystème.

La croissance verte est à la jonction de ces deux défis et vise à exploiter les possibilités de faire face à l'un comme à l'autre.

Cette croissance verte suppose de promouvoir la croissance et le développement économiques, en même temps que de veiller à ce que les actifs naturels continuent de fournir les ressources et services environnementaux dont dépend notre qualité de vie.

Pour cela, elle doit catalyser l'investissement et l'innovation qui serviront d'assise à une croissance durable et susciteront de nouvelles possibilités économiques, dans le cadre du nouvel écosystème précité.

Elle ne saurait donc être un substitut au développement durable. Il s'agit plutôt d'une approche pratique et flexible pour réaliser des progrès concrets et mesurables sur l'ensemble de ses piliers économique et environnemental, tout en tenant compte des conséquences sociales du verdissement de la dynamique de croissance des économies.

L'axe des stratégies de crois-

sance verte est par conséquent de faire en sorte que les actifs naturels puissent fournir de façon durable tout leur potentiel économique. Il s'agit en effet de fournir les services essentiels au maintien de la vie — pureté de l'air et de l'eau, et résilience de la biodiversité nécessaire à la production d'aliments et à la santé humaine, ce d'autant plus que les actifs naturels ne sont pas indéfiniment substituables.

En substance, les politiques de croissance verte font partie intégrante des réformes structurelles nécessaires pour promouvoir une croissance robuste, plus durable et inclusive. Elles peuvent également libérer de nouveaux moteurs de croissance au travers notamment de :

- **L'amélioration de la productivité** par la création d'incitations à une plus grande efficacité dans l'utilisation des ressources naturelles, la réduction des déchets et de la consommation d'énergie, la libération des possibilités d'innovation et de création de valeurs et l'allocation des ressources aux usages présentant la plus forte valeur ;

- **Le renforcement de la confiance des investisseurs** par une plus grande prévisibilité dans la façon dont les pouvoirs publics abordent les grandes questions environnementales ;

- **L'ouverture de nouveaux marchés** par une stimulation de la demande de produits, de services et de technologies écologiques ;

Il convient de préciser que les stratégies en faveur de la

croissance verte doivent être adaptées aux spécificités des pays. Elles devront prendre en considération la façon de gérer tout arbitrage potentiel et d'exploiter au mieux les synergies entre la croissance verte et la réduction de la pauvreté.

Dans ce dernier domaine, il s'agit par exemple de mettre à la disposition de la population des infrastructures plus efficaces (par exemple, en matière d'énergie, d'approvisionnement en eau et de transport), de s'attaquer aux problèmes de santé associés à la dégradation de l'environnement et d'introduire des technologies efficaces de nature à réduire les coûts et accroître la productivité, tout en réduisant les pressions sur l'environnement.

En réalité, le verdissement de la trajectoire de croissance d'une économie dépend du cadre politique et du dispositif institutionnel, du niveau de développement, de la dotation en ressources naturelles et des points exposés à des pressions environnementales. Les défis et opportunités ne sont pas les mêmes pour les pays avancés, émergents ou en développement. Si les plans nationaux peuvent différer, les stratégies de croissance verte doivent dans tous les cas aller de pair avec les grands piliers de l'action en faveur de l'équité sociale : plus d'investissement dans le capital humain, un soutien de l'emploi solidaire et des politiques fiscales et de redistribution bien conçues.

Maintenant que les lampions s'éteignent sur la **COP 26**,

force est de constater, pour s'en émouvoir, que derrière les déclarations d'intentions, banquiers et gestionnaires de fonds, et même certains Etats, font peu ou pas assez, contre le réchauffement climatique. Et leurs portefeuilles d'entreprises vertueuses sont à la fois opaques et douteux.

Aux déclarations solennelles des investisseurs, banquiers et régulateurs en faveur de l'environnement, correspond une impression oiseuse et insistante, que la finance va sauver la planète.

L'on dénombre en effet, plusieurs milliers de fonds adoptant les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance, et dont l'essentiel d'entre eux, affirment qu'ils veulent contraindre les entreprises à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre et financer des projets d'énergie propre.

Que nenni !!!

La finance verte est non seulement mal pensée, toujours en cours de structuration, au gré des idéologies, mais également plombée par un marketing médiocre volontairement, et des avancées en YIN et YANG, avec un YIN bien souvent, curieusement "bloquant" et loin de ses vertus.

La finance dispose pourtant de tant de leviers pour jouer un rôle crucial dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Mais y parviendra-t-elle ? Telle est la lancinante question.

En effet, un de ses problèmes majeurs réside dans le fait que, si les gestionnaires de fonds exercent leur influence sur un large secteur de l'économie, beaucoup d'émissions de gaz à effet de serre, pour rester dans la terminologie ambiante et convenue et de bonne conscience, proviennent d'entreprises qu'ils ne contrôlent pas !!!

Les entreprises cotées sont responsables de moins de 35% du total des émissions mondiales. **Comment les fonds internationaux, peuvent-ils dans ce cas, modifier le comportement des magnats des centrales à charbon publiques chinoises ou des producteurs de pétrole du**

Moyen et du Proche-Orient, et autres.

Assurément, le verdissement de la finance souffre de manque de transparence, conséquence notamment d'une notation extra-financière fragmentée et d'une insuffisance d'outils financiers crédibles et compréhensibles.

Il est temps que la finance passe à une nouvelle étape en matière de finance durable. La définition de normes dans le domaine est un enjeu majeur. Le rachat d'une grande majorité des acteurs de notation extra-financière par des groupes internationaux est pré-occupant et questionne à plus d'un titre.

En effet, l'Agence de Notation Franco-Britannique, spécialiste de l'évaluation environnementale, sociale, et de gouvernance, a été rachetée par l'Agence Américaine de Notation **Moodys**.

Il est donc urgent de garantir la transparence et l'accès public de l'information extra-financière.

La multiplicité des notations est également un problème, et convoque la crédibilité des produits et des stratégies de développement, ainsi que la lisibilité du marché.

Une des préconisations pertinentes, ne consiste-t-elle pas dans la création et l'enrichissement d'une base de données gratuite et de libre accès par tous, susceptible de garantir la transparence et l'accès public à l'information extra financière !?

Une autre, ne réside-t-elle pas dans la nécessité, dans une démarche plus audacieuse et moins tiède ou timide, de développer et normer toujours plus de nouveaux outils de transition écologique, permettant d'orienter les investissements vers les secteurs présentant la plus grande capacité de réduction des gaz à effet de serre ?

Le nouvel écosystème économique, géopolitique, et géostratégique, ne le commande-t-il pas ?

QUI A EU CETTE IDÉE FOLLE D'INVENTER L'ÉCOLE, CHARLEMAGNE OU GOOGLE?

Par Rayanne Marc ISAAC

L'école africaine semble se réinventer !

Déjà depuis plusieurs années, encore plus depuis la survenue de la pandémie du Covid-19.

Face au peu d'efficacité observé des systèmes éducatifs classiques, notamment dans la résolution de la problématique de l'adéquation formation-emploi, des innovations voient le jour pour mieux former les jeunes Africains.

Ni rêve éveillé, ni mirage, l'école d'aujourd'hui et encore plus de demain, existe déjà en Afrique, ici et là. Une institution à l'efficacité reconnue, connectée, dans l'air du temps, et qui forme les enfants sans bourrage de crâne, pour construire un citoyen créatif et performant, armé pour propulser le continent dans la prochaine révolution industrielle.

Incarnée dans quelques établissements, qui n'ont rien à envier à ceux d'Europe ou d'Asie, même s'ils restent à la marge, et ont besoin d'un coup de projecteur pour être visibles, ils n'en existent pas moins.

Certes le chemin à parcourir reste un long, avant que d'envisager un passage à plus grande échelle, pour ces innovations. Car, en réalité et pour l'heure, et spécialement en matière scolaire, l'Afrique a beau avoir fait des progrès conséquents, elle reste néanmoins à la traîne des autres continents.

Partout en Afrique, l'élève lambda continue de s'entasser dans des classes surpeuplées, et se forme comme il peut dans un système peu propice à l'efficacité, encadré par des enseignants bien souvent peu formés et peu rémunérés.

Bien qu'il existe des nuances entre les pays, ce paysage domine un peu partout. Il faut néanmoins reconnaître, pour s'en réjouir, que les choses avancent et se transforment.

En effet, l'accès au cycle primaire profite aujourd'hui à 80 % des enfants, contre 64 % en 2000. Et près d'un enfant sur deux va au collège, contre moins de trois il y a quinze ans, selon la Banque mondiale. Un progrès quantitatif tout à fait remarquable, certes, mais qui ne renseigne que très mal sur la qualité des enseignements dispensés et reçus.

Il faut dire que la mise en place du système d'évaluations, a malheureusement permis ces dernières années, de constater en le mettant en lumière, le peu d'efficacité des systèmes éducatifs classiques.

Que ce soit en Afrique Centrale ou de l'Ouest, moins de 45 % des élèves possèdent des connaissances suffisantes en lecture ou en mathématiques pour poursuivre leurs études. Plus de la moitié des enfants testés, bloquent sur un problème de mathématiques nécessitant de diviser 130 par 3.

La rupture s'est donc révélée nécessaire, et a imposé de penser un modèle capable de former plus massivement et autrement, les artisans de l'Afrique de demain.

Oublier ou reléguer au second plan les modèles classiques semble être la solution idoine. L'approche qui avait cours, manquait manifestement de pertinence face aux enjeux.

Il s'est avéré indispensable de changer de paradigme



et se convaincre que qualité et quantité ne pouvaient s'exclure si l'on trouvait le modèle efficace.

Avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication, il est apparu judicieux, pour ne pas dire plus, "d'inventer" une école numérique qui, avec le développement de l'intelligence artificielle, pouvait s'adapter et répondre aux besoins non seulement des élèves, mais aussi du marché.

Les exemples de cette révolution sont déjà en place dans toute l'Afrique et bien visibles, en écho et matérialisation de la prise de conscience qui a précédé.

Toute une ingénierie éducative s'installe donc, dont l'une des illustrations est le lancement par le groupe Investisseurs & Partenaires (I & P) du premier fonds d'impact dévolu à l'éducation. Preuve que le Nord est prêt à s'investir autrement que par une aide au développement révolue, désuète, qui n'a bousculé, ni transformé les lignes éducatives.

Aujourd'hui, plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) osent elles-aussi cette carte de l'innovation disruptive, dont la mission demeure de former les bâtisseurs d'une Afrique en mouvement.

Il s'agit là d'un des aspects de la pédagogie inversée

qui a aujourd'hui cours, et consistant à mettre à la disposition des élèves des cours en amont, sur une plateforme informatique, charge à eux de les assimiler et de les questionner. Cette pédagogie, appliquée à chacune des matières enseignées, développe l'autonomie des adolescents et les oblige à être actifs dans leurs apprentissages, au travers des travaux d'analyse, de réflexion et de présentation orale en priorité, permettant de valoriser un potentiel en tout état de cause, appelé à se développer.

Aux cours, dits « classiques », viennent se greffer des séances de développement personnel : spiritualité, informatique, orientation professionnelle, visionnage de courts métrages, débats, sport, confiance en soi... La liste est longue de ces compétences qui servent de boussole et permettent de former des citoyens plus complets.

Reste pourtant des points d'ombres; le plus important restant celui de la question de l'éducation des filles. Au cours de cette période de Covid-19, nombre de filles ont déserté les bancs des écoles, pour aider leurs familles.

L'éducation des filles est pourtant un enjeu majeur du développement économique de l'Afrique. Les filles, plus nombreuses, ont pourtant été les premières victimes collatérales de la crise sanitaire.

Il est admis que l'éducation est l'un des vecteurs les plus puissants de lutte contre la pauvreté; et en l'occurrence, pour beaucoup de filles, revoir leurs ambitions scolaires à la baisse, aura été vécu comme un drame. Afin de rattraper un retard préjudiciable à tous, l'on s'accorde à dire que seules les passerelles offertes par la nouvelle école, à forte dominante numérique et digitale, permettra de rattraper le retard accusé.

Comme on est loin de Charlemagne...

► **Affrètements aériens, vols à la demande**
Charter and on-demand flights

► **Location**
Aircraft leasing

► **Achat et vente d'avions**
Aircraft sales and purchase

VMS AERO, votre partenaire aéro avec une présence mondiale :
VMS AERO, your aéro partner with a global presence :
United Kingdom, Canada, United Arab Emirates, Gabon

Contacts :
Email : contact@vms.aero
Tel : +33 6 20 31 19 03
+241 62 24 24 02

Cargo aircraft / avion cargo

Corporate, VIP & Medevac aircraft / Avion d'affaires, VIP & médicalisés

Commercial Aircraft / avion de ligne

VIP & OGP Helicopters / hélicoptères, VIP & OGP



ECONOMIE GABON RECRUTE DES COMMERCIAUX

DESCRIPTION DU POSTE

Il réalise, voire dépasse, les objectifs commerciaux (quantitatifs et qualitatifs) qui lui sont assignés, dans le respect de la stratégie commerciale de l'entreprise.

SAVOIR-FAIRE

- Prospection et recherche des clients potentiels
- Elaboration d'une Proposition commerciale en conformité avec la politique commerciale.
- Participation à l'élaboration de la proposition technique
- Conclusion de vente (négociation)
- Suivi de l'avancement Des projets

CONNAISSANCES

- * Techniques de vente
- * Techniques de négociation
- * Connaissances des produits et/ou services de l'entreprise
- * Connaissances générales du secteur informatique et du métier associé.

QUALITÉS REQUISES

- Sens du service
- Communication
- Orientation client
- Esprit d'initiative
- Animation d'équipe

**POSTULER EN DÉPOSANT VOTRE CV AU SIÈGE D'ECONOMIE GABON+ OU EN ENVOYANT
PAR MAIL AUX INFORMATIONS CI-DESSOUS**

MAMELON
DEVIENT RENTRANT

Ils Ont Dit

Ali Bongo Ondimba, *President de la republique*

« A Glasgow pour la COP 26, je me suis entretenu avec la secrétaire générale du Commonwealth Mme Patricia Scotland. Par son importance diplomatique et économique, le Commonwealth fait partie des organisations internationales qui peuvent avoir une influence décisive sur la question du climat, de la protection des forêts et de la biodiversité »

Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA, *Premier Ministre chef du Gouvernement*

« Notre mission est claire et a été définie par le chef de l'État, c'est celle de relancer l'économie et améliorer les conditions de vie des populations gabonaises. Nous allons nous atteler à remplir ces missions-là de manière progressive, tout en mettant le contrôle dans tout ce qui sera fait sur un chronogramme qui sera défini dans les prochains jours. »

Patrick Mouguiama Daouda, *Ministre de l'Enseignement Supérieur et de l'Education National*

« En plus de ces mesures barrières qui ont montré leur efficacité, nous disposons maintenant d'une autre arme pour lutter efficacement contre la Covid-19. J'exhorte vivement la communauté éducative à se faire vacciner car, c'est à ce prix que nous sauverons l'année scolaire »

Nicole Jeanine Lydie ROBOTY Epouse MBOU, *ministre de l'Economie et de la Relance*

« Il est important pour nous de capitaliser sur la Coopération Sud-Sud (...). Cette coopération est non seulement capable de mobiliser les compétences humaines et techniques mais également des ressources financières nécessaires à la réalisation des projets d'envergure structurants ».



L'HOTEL LA BAIE DES TORTUES Pour une expérience inoubliable

Situé dans le Parc National de Pongara, L'hôtel La Baie des Tortues Luth offre une vue imprenable sur l'océan Atlantique. Trouvez calme et sérénité à 30 minutes en bateau de Libreville dans ce lieu exceptionnel niché entre terre et mer où vous serez parfois surpris par un de nos voisins qui pointera le bout de sa trompe...

La Baie des Tortues Luth dispose de deux espaces de restauration, trois bars, plusieurs salons extérieurs, une piscine extérieure vue sur l'océan et propose de nombreuses activités d'aventures.

L'hôtel propose différents types d'hébergement allant du bungalow standard au duplex en passant par les bungalows surélevés. Une résidence de 5 chambres est aussi disponible.

Le personnel qualifié de l'hôtel propose des balades pédestres, en buggy, dans le parc national de Pongara. En couple, en famille ou entre amis, vous apprécierez ce lieu, loin de tout, au centre de la faune et de la flore.



BICP

Bureau International de Conseil et de Promotion

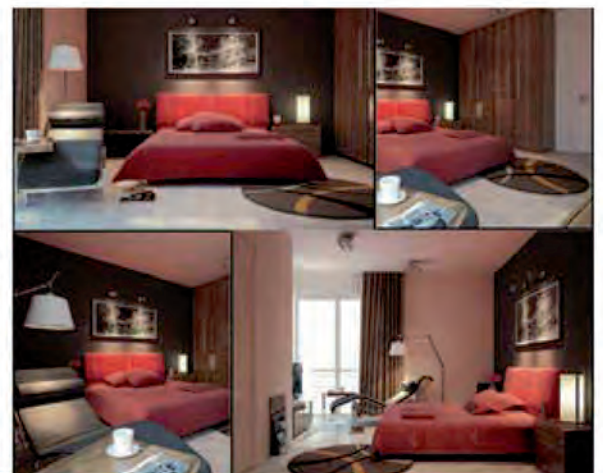
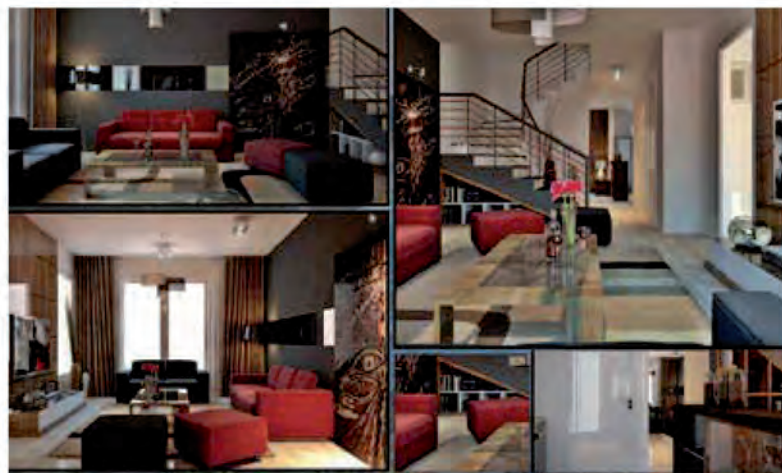
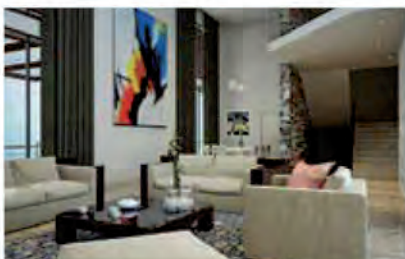


LE LEADER DU CONSEIL IMMOBILIER



CAP SUR 2021

DEVENEZ PROPRIÉTAIRE DE LA VILLA DE VOS RÊVES À ANGONDJÉ



Vente en état futur d'achèvement sur titres fonciers.

B.P. 4562 Libreville - Gabon / Immeuble BICP, 1266 Boulevard de la Nation (Quaben)
Tél : (+241) 11 73 18 80 / 11 73 17 55 / 65 80 18 80 - Whatsapp : +241 05 31 70 00
E-mail : pchandezon@gmail.com - www.bicpgabon.com